



**COMMUNIQUE DE PRESSE N° ~~07~~ /OLUCOME/09/2015 PORTANT SUR LES  
CONSEQUENCES PROBABLES DU REFUS DU DIALOGUE PAR LE  
GOUVERNEMENT EN PLACE ENTRE TOUTES LES PARTIES PRENANTES**

1. L'OLUCOME est tellement préoccupé par le contenu de messages prononcés par différents dirigeants du Gouvernement en place. En se référant à ces messages, il est évident que le dialogue tant attendu par beaucoup de burundais et ses partenaires risque de ne pas avoir lieu car le Gouvernement en place n'accepterait pas de s'asseoir avec certains politiciens burundais se trouvant à l'étranger.
2. Dans un passé récent, le Burundi a vécu une expérience relative au refus du dialogue. Cela a entraîné une guerre civile qui a duré plus de dix ans occasionnant les dégâts matériels et humains énormes. Les dirigeants issus du parti CNDD-FDD en savent quelque chose.
3. Le conflit actuel est né de la non convergence sur l'interprétation de certains articles de la constitution du Burundi et des accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation d'où il y a eu l'apparition de deux blocs. Le premier voulant que Pierre Nkurunziza brigue le troisième mandat en arguant que la candidature du Président Pierre Nkurunziza aux présidentielles est légitime et le deuxième voulant interdire cette action car elle est contre la constitution du Burundi et les accords d'Arusha. Cette mésentente a conduit aux manifestations de la population contre cette candidature.
4. L'OLUCOME condamne les assassinats qui continuent à se commettre ces derniers jours, en plein jour ou même de nuit sans aucune décision effective du Gouvernement en place pour les arrêter et dans certains cas, sans faire des enquêtes crédibles en vue de déterminer leurs auteurs. Ces actes prouvent que certains services de l'Etat, s'ils ne sont pas auteurs, ils sont au moins complices et que certains citoyens possèdent des armes à feu. D'un autre point de vue, il est à craindre que cet état de fait ne conduise à un trafic des armes généralisé que certains observateurs disent exister déjà au Burundi.
5. Etant donné que l'OLUCOME défend les valeurs d'intégrité, d'équité et de transparence, en s'appuyant sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, l'Observatoire est contre tout acte pouvant engendrer l'insécurité sur les citoyens et leurs biens et est pour toute initiative pouvant contrecarrer la guerre notamment le dialogue entre toutes les parties en conflits.
6. La mobilisation de fonds du financement du CSLPI et CSLPII par le Gouvernement auprès de partenaires du Burundi a permis de collecter près de 5 milliards de Dollars américains soit plus de 75 000 milliards de Fbu. Ces fonds ont été perçus après que le Burundi ait reçu le privilège d'atténuation de la dette extérieure de 1,48 milliards de dollars américains soit près de 2 220 milliards de Fbu. Malgré la légitimité du Gouvernement de 2005 à 2010 et la mobilisation de ces fonds, le taux de croissance n'a pas dépassé 4% alors qu'on attendait 8%. Avec ces fonds, le Gouvernement n'a pas

atteint d'autres objectifs renfermés dans CSLPI et CSLPII comme la diminution de la corruption, la réduction du taux de chômage par la création d'emploi, la réduction des inégalités sociales, l'amélioration de la sécurité des citoyens et de leurs biens, l'amélioration de la culture démocratique...

Etant donné que les objectifs de développement n'ont pas été atteints alors que le Burundi recevait le financement des partenaires, il est clair que la situation socio-économique va se dégrader davantage si rien n'est fait dans les meilleurs délais.

7. Au cours de cette période de conflits, l'Observatoire se rend compte également que la richesse nationale continue à être détournée par une poignée de gens s'enrichissant indument à grande vitesse. Ces détournements appauvrissent toute la population burundaise et handicapent l'économie du Burundi. Cela arrive au moment où l'activité économique est presque paralysée d'autant plus que les recettes de l'Etat diminuent sensiblement et les partenaires internationaux continuent à se désengager à appuyer le Burundi à cause des intérêts de certains individus.
8. L'OLUCOME est tellement préoccupé également du rapport d'enquête judiciaire sur ce que le Gouvernement en place appelle « insurrection » qui vient d'être rendu public par le Procureur Général de la République ce 17 septembre 2015. Ce rapport nous rappelle les autres qui ont été rédigés sur commande par les régimes passés voulant incriminer leurs opposants ou ceux qu'ils considéraient comme leurs ennemis. De part notre expérience, il a été prouvé que ce genre de rapports ne résolvent pas les problèmes mais plutôt que c'est le dialogue franc, sincère et inclusif qui les résout.

De tout ce qui précède, l'OLUCOME recommande ce qui suit:

I. **Au Gouvernement en place :**

- a. D'utiliser tous les moyens pour arrêter les violences qui s'observent ces jours-ci ;
- b. De mettre en application les clauses issues du dialogue conduit par les Nations Unies, et acceptées par lui, relatives à la libération inconditionnelle des manifestants, à la réouverture de certaines stations de radios privées, à l'annulation des mandats d'arrêt contre certains leaders burundais,...
- c. De reprendre sans délais le processus de dialogue conduit par un éminent médiateur de taille des Excellences Nelson Mandela et Julius Nyerere afin de vider toutes les questions qui opposent les différents protagonistes;
- d. Qu'il y ait une commission internationale indépendante qui mènera des investigations impartiales sur les cas de récents assassinats et disparitions de certains citoyens;
- e. De faciliter pour qu'il y ait une commission internationale indépendante qui mènera des enquêtes au sujet du trafic des armes au Burundi afin de l'interdire et de désarmer les milices possédant illégalement les armes ;
- f. D'interdire à l'administration de faire payer l'amende lors de l'octroi des documents administratifs aux citoyens pour cause de n'avoir pas voté au cours de ce scrutin de 2015 ;

- g. De ne pas considérer que tous les jeunes habitant les quartiers contestateurs sont des perturbateurs de l'ordre public.

## II. Aux acteurs politiques

- a. De faire preuve de souplesse et privilégier toutes les voies pacifiques notamment le dialogue en vue de trouver ensemble la solution aux questions qui hantent actuellement le pays ;
- b. De continuer de veiller au respect de la Constitution et des Accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation dans l'intérêt de tous les Burundais en utilisant les voies pacifiques internationalement reconnues.

## III. A la société civile :

- a. Malgré les menaces qui pèsent sur elle, de continuer à joindre leurs efforts à ceux des autres Burundais comme partenaires internationaux ou régionaux pour le respect des valeurs fondamentales de notre pays et du monde civilisé en luttant contre le non respect des droits fondamentaux de la personne par qui que ce soit, contre la dilapidation des deniers publics, la discrimination en tout domaine, la détention illégale d'armes à feu et leur usage ;
- b. De contribuer au dialogue national en vue de trouver dans les meilleurs délais une solution adaptée à notre pays.

## IV. A la communauté internationale.

- a. De peser lourd sur les parties en conflits en vue qu'elles se ressaisissent et prennent la voie du dialogue en vue de la paix et de la sécurité dans le pays ;
- b. De contraindre le Gouvernement en place à respecter ses engagements internationaux en matière de respect des droits de la personne humaine en initiant des enquêtes relatives aux exactions qui ont été commises et suivre de très près les arrestations et disparitions signalées partout dans la capitale Bujumbura et dans certains coins du pays ;
- c. Aider le Burundi à désarmer totalement les détenteurs illégaux d'armes à feu ;
- d. A l'Union Africaine et à la communauté de l'Afrique de l'Est, il est particulièrement demandé de contribuer dans l'urgence afin que le conflit existant puisse trouver de remèdes.

**Vive le Burundi sans violence et inégalités sociales**

Fait à Bujumbura, le 18/09/2015

*[Signature]*

Observatoire de Lutte Contre  
Pour l'OLUCOME  
Gabriel RUEYIBI  
BP 6616  
Président  
212113  
Situations politiques  
la Conciliation

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1<sup>er</sup> étage. Tél : +257 22 25 20-20 ou +257 78 85 30-04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : [www.olucome.bi](http://www.olucome.bi) BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI